L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLÉANS, SAMEDI MATIN, 4 AVRIL 1885. 58ème Année

Dufour, Donnet & Cie.,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 4 AVRIL 1885.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

Ventes qui ont lieu à la Bourse d'Encan St-Charles, rue St-Charles.

PAR JAS P GUINAULT—Belle vente de magnifiques placements de propriétés centrales de choix comprenant magasins et résidences situés dans le Premier et Second Districts de cette ville, et terrains vacants dans le Troisième District. Aussi—Propriété rue Kerlerec.

PAR SPEAR & ESCOFFIER—Grande vente d'emplacements de choix pour le commerce rapportant de beaux revenus. Coin des rues St Charles et Commune, vis-à-vis de l'Hôtel St Charles, occupé par les salles de billards de Miller et divers autres. Coin Baronne et Commune vis-à-vis la Compagnie du Gaz, occupé par Judah Hart et autres. Magasin Rouge No 1 sur la levée, entre le marché Français et le marché aux légumes occupé par S Alexander, comme magasin de marchandises sèches. No 9 rue Decatur vis-à-vis la Poste des Etats Unis, occupé par Foltz & Bros. No 11 rue Decatur vis-à-vis la Poste des Etats Unis, occupé par George Gillis librairie. Coin Dauphine et Orléans frame en briques à un étage. Nos 176, 178 et 180 rue Dauphine entre Ste Anne et Orléans, bâtisses en briques à double corps de logis. No 58 rue Orléans, entre Dauphine et Bourbon bâtisse à un étage. Rue Orléans, entre Bourbon et Dauphine. Nos 122 et 124 rue Toulouse entre Dauphine et Bourgogne grande bâtisse en briques occupée par la Louisiana Troy Laundry Company.

Nos 1067 à 1075 rue Bienville, entre St Louis et Toulouse bâtisse en briques à deux étages avec ramassades et a deux corps de logis. No 941 rue St Louis, entre Bourbon et Dauphine, bâtisse en briques à deux étages.

PAR B ONORATO—Propriété de choix dans le Troisième District et dix terrains de valeur dans le Sixième District.

PAR ROEF & O'CONNOR—Cottage double No 32 rue Tonti et cinq terrains pour bâtir sur les rues Gasquet et Rochelle.

Aussi à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine

PAR W. J. HOPKINS—Chantier de charbon de choix avec résidence cottage, à deux corps de logis contenant 8 pièces chacun, deux hangars balances etc. emplacé avec trois terrains faisant face à trois rues soit des Peters et Port. Aussi sur la rue Galvez, en rue Commune et Gravier.

PAR O. VALETON—Aux soins de MM. Mary Levy & Bro rue Baronne entre Poydras et Lafayette, une jument grise.

PAR LE SHERIFF—Outlot de terre avec bâtisses et améliorations dans l'Ecart Borné par les rues Felicity Road, Prairie St Charles et Prytania.

La réforme administrative aux Etats-Unis.

Nous ne connaissons rien de curieux pour l'observateur, rien d'intéressant pour le patriote, comme la situation nouvelle, étrange, imprévue, faite à une partie du pays, à une classe de la population, nombreuse et jouissant d'une grande influence sur l'opinion, par l'attitude du nouveau Président. On ne saurait croire combien cette attitude provoque d'anxiétés, combien elle fait naître d'espérances, combien elle crée de désappointements. N'est-elle que provisoire? Est-elle définitive? Est-il même possible qu'elle dure longtemps, et que M. Cleveland poursuive sa carrière, ainsi qu'il l'a commencée, sans succombre, sans être obligé de céder à la pression des uns, aux supplications des autres, sans même blesser certains préjugés que, sinon la raison, sinon l'honnêteté, au moins l'habitude—une habitude invétérée—explique et rend excusables?

On ne change pas en un jour les allures et les mœurs d'un peuple. Nous sommes tellement accoutumés à voir chaque chef d'Etat élu, en entrant à la Maison Blanche, s'entourer de ses protecteurs, de ses protégés, de ceux qui lui ont été utiles, et à qui il se croit, en retour, obligé de rendre service, que la vanne d'un premier magistrat, qui ne craint pas de briser avec tous les précédents, produit un singulier effet sur ceux qui se sentent désillusionnés, qui osent même se prétendre dupés. Un homme d'Etat a beau se trouver entièrement libre de tout engagement, il a l'air de payer d'ingratitude les électeurs qui l'ont élevé sur le pavois, surtout sous un gouvernement où il est presque de règle de livrer les dépouilles aux vainqueurs.

Avec les tristes mœurs politiques que l'on a laissé s'établir dans notre pays, nous concevons que certaines personnes en arrivent à se figurer que le meilleur parti est celui qui leur procure des places et les fait vivre. Il y a longtemps que Sosie a dit :

Le véritable amphytrion
Est l'amphytrion où l'on dine.

Si donc cette merveilleuse conduite de M. Cleveland se maintient ferme, inébranlable, si cet te bienheureuse réforme s'établit d'une façon durable, il faut nous attendre à de singuliers phénomènes, à quelques défections de mécontents de la démocratie, à quelques conversions de républicains qui se hâteront de rentrer dans le giron d'un parti dont ils attendaient leur destitution et qui les a conservés à leur poste.

Le parti n'a pas à s'en émouvoir. Il peut se passer des premiers; c'est la conviction, non l'intérêt qui doit lui donner des adhérents. Délivré du concours équivoque de ceux qui le servaient pour eux, plutôt que pour lui, il ne sera que plus fort devant l'Union, et il pourra marcher plus sûrement dans la voie de salut où il vient de s'engager si heureusement.

Il n'a pas à redouter non plus l'intrusion des seconds. S'il les maintient en place, c'est qu'apparemment ils le faisaient leur devoir, et leur intérêt bien entendu leur commande de ne pas trahir sa confiance.

Cependant l'immense portée de cette réforme aussi hardie qu'inattendue ! C'est le retour loyal, franc, aux vrais principes de la politique inaugurée par les pères de notre grande République : c'est l'épuration de notre personnel administratif; c'est le rétablissement de l'honnêteté et de l'efficacité du service des fonctionnaires du gouvernement général, précurseur du rétablissement de la même honnêteté et de la même efficacité dans les administrations des Etats et des municipalités ; c'est l'application dans tout le pays, de cette grande et salutaire maxime : "aucune promotion, acceptée or faveur du mérite ; aucune destitution excepté au détriment de celui qui l'a provoquée par ses infidélités ou sa négligence." C'est le coup de mort porté à la rotation des emplois qui n'a jamais donné, à tous les degrés de l'échelle des fonctions publiques, que des serviteurs d'un parti, non les serviteurs de la nation ; c'est l'inauguration d'une ère nouvelle dans la vie publique, un nouveau sang infusé dans les veines de l'armée des employés du gouvernement, qui n'est plus servi désormais que par de véritables patriotes.

Il y a une vérité reconnue dans toutes les contrées comme dans tous les temps : partout il est admis, comme axiome, que l'honnêteté des fonctions est en raison directe de leur durée. La réforme actuelle est la mise en pratique pour le bien de notre grande communauté, de cette vérité, de cet axiome.

La révolution—car c'en est une véritable, aussi pacifique que bienfaisante—a une si immense portée; elle doit porter de si merveilleux fruits, que nous n'osons vraiment pas croire à tant de bonheur.

Nous ne désespérons pourtant pas de la voir se réaliser, se consolider surtout ! Si ardue, si difficile que soit la tâche, que le parti démocrate ne craigne pas de s'en charger. Rien au monde ne peut justifier davantage son retour au pouvoir; il s'attirera ainsi, justement, les bénédictions de la nation. Qu'il ose répudier hardiment et d'une façon éclatante, cette affreuse doctrine qui veut que les dépouilles appartiennent au vainqueur. Il délivrera peu à peu l'Union américaine de la plaie du politicianisme qui la ronge. Les dépouilles ! on ne le déchit pas à ce que veut dire ce mot à la fois terrible et humiliant pour les natures honnêtes. Les dignes serviteurs du peuple rougiront toujours de s'en emparer. Tels sont les principes qui doivent diriger le parti démocrate, au moment où il reprend le pouvoir; c'est, pour lui, un moyen infaillible de s'y consolider.

Quant à M. Cleveland, assurément, il se heurtera à plus d'une opposition ; on calomniera sa pensée, on critiquera ses actes, il fera des mécontents, il verra se former des cabales contre lui, des conditions pour entraver sa marche. Des orateurs—il y a dans tous les cotéries comme dans tous les partis—prendront la parole pour le dénoncer : des politiciens—il en pullulent dans le parti républicain, il n'en manque pas non plus dans la démocratie—surdiront de sourdes menées contre son administration. Qu'il les laisse dire et faire, les uns et les autres. Il a pour lui l'approbation complète et chaleureuse de la nation, de la masse honnête des populations. N'est-ce pas le plus puissant appui qu'il lui soit permis d'espérer ?

Après tout, n'est-il pas lui-même le plus noble représentant du parti qui l'a élu ? N'est-il pas montré, ne montre-t-il pas, chaque jour, la fidélité la plus scrupuleuse à ses principes ! N'a-t-il pas appelé auprès de lui des membres éminents de l'organisation démocratique, et, chaque fois qu'il le peut, ne nomme-t-il pas aux fonctions les amis fidèles de cette organisation ? Faudrait-il, satisfaire d'inévitables désirs de places, qu'il suivit l'exemple des radicaux, qui avaient constamment le soin d'oublier les lois de réformes votées par eux-mêmes ?

Quel plus bel hommage peut-il rendre à son parti qu'en restant l'exact observateur de la loi du pays—du *civil service law* ! Et qui donc doit le plus bénéficier de sa conduite, d'une incomparable rectitude, si ce n'est la démocratie elle-même ? Les hommes passent, les partis restent. M. Cleveland disparaîtra; il ne faut pas que la démocratie succombe !

Consulat de France à la Nouvelle-Orléans.

Souscription en faveur des blessés et des malades des armées de terre et de mer au Tonkin.

Hier, 2 du courant, a eu lieu, au Consulat de France, une réunion des principaux de la colonie.

Il a été décidé d'enthousiasme qu'un câble serait envoyé au Ministre des Affaires étrangères de la République Française, ainsi qu'exprimer à nos armées de terre et de mer les sentiments de chaleureuse et patriotique sympathie qui nous animaient à elles.

Il a été décidé, en outre, qu'une souscription en faveur des blessés et des malades de notre corps d'occupation serait ouverte par les soins du Consulat de France.

Je remercie les présidents et les commandants des Sociétés françaises ainsi que les nationaux qui ont répondu à mon appel.

Aujourd'hui je leur adresse des listes de souscription.

Les offrandes seront également reçues au Consulat de France.

La cause pour laquelle nous nous adressons au public est de celles qui éveillent un écho dans les cœurs de tous les Français. Les hommes qui portent le pavillon de la France au Tonkin ont un droit sur nous. Les sentiments de notre colonie ne sont un gouge de l'accueil qui sera fait à mon appel. Riches ou pauvres, nous comptons sur l'offrande de tous.

Je remercie par avance la colonie française de la Nouvelle-Orléans.

La Nouvelle-Orléans, le 3 avril 1885.

Le Consul Général,
Vicomte PAUL D'ABZAC.

Le *Foyer Créole*, paroisse St-Jacques, Louisiane, du 1er avril :

Depuis dimanche, le temps s'est mis au beau.

Décédée, dimanche, 29 mars 1885, à l'âge de 62 ans et 7 mois, Dame J. K. Gaudet, née Elizabeth Amanda Landry. Les funérailles ont eu lieu, lundi matin, à l'église St-Jacques.

Décédé, à la Nouvelle-Orléans, mardi, 24 mars 1885, M. Joachim Gaudin, à l'âge de 70 ans.

La députation de la Chambre belge, chargée de remettre l'adresse au roi, a été reçue, le 18 mars, au palais.

Le président ayant donné lecture de l'adresse, le roi a répondu en ces termes :

Messieurs

Je me félicite avec la Chambre et le pays de trouver dans la sagesse des puissances tant de compte à Berlin.

Rester sur l'invitation de l'Allemagne et de la France et présider, par un bombardement, à une œuvre de civilisation dont la France a produit un acte si plouant que d'une haute portée. En même temps que de previeuses garanties sont accordées aux populations indigènes de l'Afrique centrale la liberté de navigation de deux grands fleuves est assurée. Le traités contrees sont ouverts à tout le commerce de toutes les nations et il dépendra d'elles de jouir des bienfaits de la neutralité.

Le nouvel Etat du Congo offrira à l'activité industrielle de la Belgique des débouchés dont je n'ai vu aucun point douter, elle saura tirer parti.

Le Congrès a été convoqué par le gouvernement des Etats-Unis pour le 21 avril, à Washington, à l'effet de discuter la question de la monnaie d'argent.

Le Congrès est convoqué par M. Antonin Proust au ministère du commerce sur les travaux de la commission chargée d'organiser la prochaine Exposition universelle.

Le rapport résume d'abord les discussions qui ont précédé le choix d'un emplacement.

Sur le chapitre des constructions à élever, il a paru à la commission que deux grandes divisions s'imposaient : 1° la manifestation des idées à laquelle serait réservée toute la partie de l'Exposition s'étendant sur la rive droite de la Seine; 2° l'exposition des produits, qui aurait à sa disposition la rive gauche.

Un pont doublant le pont des Invalides relierait entre elles ces deux parties de l'Exposition.

On établirait au rez-de-chaussée du Palais de l'Industrie un plancher, sur lequel des estrades seraient construites, et c'est au milieu de ce vaste emplacement que se tiendraient les congrès et les conférences, et que se donneraient les réceptions et les fêtes.

L'esplanade des Invalides serait attribuée à l'exposition des colonies et à celle des animaux vivants; cette dernière ne dure que deux semaines. On laisserait ainsi jusqu'au dernier moment à l'administration militaire la jouissance de la grande partie de cette esplanade.

L'agriculture aurait à sa disposition toute la partie du quai d'Orsay et du quai de l'Alma comprise entre l'esplanade des Invalides et l'avenue de La Bourdonnaye. D'après une classification nouvelle, elle formerait pour chaque pays un ensemble permettant d'apprécier les conditions de la production et les procédés mis en œuvre.

En attendant que le Parlement, seul compétent, résolve la question de la désaffectation définitive du Champ de Mars, on s'en tiendra à la convention de 1880 qui met le Champ de Mars à la disposition de l'Etat pour les Expositions universelles.

Contrairement à ce qui s'est fait jusqu'à présent, le rapport établit que la commission n'est pas d'avis de construire au Champ de Mars un palais unique. Elle propose d'en construire deux de manière à ménager entre les deux la perspective de l'Ecole-Militaire. L'un, du côté de l'avenue de Suffren, serait destiné aux Beaux-Arts; l'autre, du côté de l'avenue de Suffren, serait destiné aux sciences. Ces deux palais couvriraient chacun une surface de 54,000 mètres, soit, pour les deux, 68,000 mètres, compris les cafés et restaurants qui auraient leur entrée sur une esplanade réservée entre les deux édifices.

Dans la pensée de la commission, les palais des arts et des sciences devraient être conservés et seraient destinés à recevoir, une fois l'Exposition universelle terminée, des expositions partielles et périodiques, particulièrement les expositions qui précèdent des sciences et qui ont besoin d'avoir à leur disposition en abondance le gaz, l'eau, la vapeur, l'électricité, qui font défaut à Paris, car le palais de l'Industrie est devenu tout à fait insuffisant. Les deux palais du Champ de Mars seraient donc d'une grande utilité. La construction d'édifices définitifs, en conformité 16,920,000 fr., la construction d'édifices provisoires, 10,200,000 fr., seulement.

Immédiatement après ces deux palais, des constructions provisoires couvriraient une surface de 220,000 mètres, dont 106,000 mètres réservés au hall des machines et aux galeries du travail, qui seraient reunies avec l'Ecole-Militaire, par le prolongement du Champ de Mars, et 114,000 mètres attribués aux industries proprement dites.

Après avoir étudié en detail les nombreux travaux à faire et placé un chiffre d'evaluation en regard de chacun de ces travaux, le rapport en arrive à une récapitulation d'après laquelle la commission evalue à 50 millions le total des dépenses nécessaires à ces constructions et aux installations, en admettant que l'on soit tenue à des constructions provisoires pour les deux palais.

Quant aux recettes prévues pour couvrir ces frais, elles sont évaluées par la commission; subventions de la Ville et de l'Etat, 28 millions; entrées du jour et du soir, 14 millions; concessions diverses, 15 millions; revente des matériaux, 1 million; total : 58 millions. La commission a donc l'espoir que, comme affaire, l'Exposition de 1889 se liquidera par un bénéfice. Elle est d'avis de faire payer une taxe spéciale pour les emplacements donnés aux exposants, et de leur accorder, comme conséquence de cette exigence, droit de vendre leurs produits dans l'Exposition.

Le rapport se termine par l'exposé des conditions de la formation du capital de garantie, capital qui ne pourra être inférieur à 40 millions, ni supérieur à 24. Les parts seront de 1,000 fr. sur lesquelles 50 fr. seulement devront être versés immédiatement.

De plus, il est expressément stipulé que la reunion de l'Exposition ne fera appel au capital de garantie qu'après épuisement des 28 millions accordés par l'Etat et par la Ville, et dans le cas improbable d'insuffisance de la totalité des recettes au moment du règlement des répartitions.

Nous lisons, dans le *Temps* :

Si la monarchie n'est pas promptement rétablie, ce ne sont pas faute d'avocats consultants. Il ne se passe pas un jour, depuis quelque temps, où ne paraisse, dans quelque journal de droite, une consultation sur les voies et moyens par lesquels il doit être procédé à l'extinction de la République et à son remplacement par une monarchie quelconque, empire ou royauté, monarchie chrétienne et autoritaire ou monarchie libérale et voltérienne. Généralement on évite de s'expliquer nettement sur ce chapitre. Mais on l'est en juge par la majorité des consultations, le prétendant serait l'empire qui tiendrait la corde, non point au point de vue des personnes, mais au point de vue des doctrines et des conceptions gouvernementales. Il n'est question, de toutes parts, que d'une royauté démocratique. On ne recule même pas devant la pensée de faire consacrer par un plébiscite la future monarchie, dans laquelle s'amalgamerait ainsi la souveraineté du peuple et la souveraineté du droit divin.

Les monarchistes ne sont pas à compter sur la terreur qui suit les coups de force pour obtenir du suffrage universel ces Chambres malléables sans lesquelles il n'y a pas de durée possible pour une royauté. Quant au retour au régime des candidatures officielles, on ne saurait davantage faire grand fond sur les résultats que donnerait ce système. Entre le suffrage universel de 1851 et celui de 1885, il y a des différences considérables. Les populations, et surtout les populations rurales, qui n'avaient pas conscience, il y a trente-quatre ans, de la puissance souveraine de l'instrument dont elles venaient d'être mises en possession, sont maintenant parfaitement édifiées à cet égard, et il n'y a plus à songer à leur imposer des candidatures qui ne seraient pas de leur goût.

Là est le grand obstacle à la constitution d'une monarchie démocratique modelée sur l'empire. Les procédés sur lesquels l'empire a été fondé, et qui l'ont fait tiper en lui dominant des Chambres malléables, n'agissent à cette heure aucune efficacité et tourneraient contre ceux qui voudraient les employer. Les promoteurs de cette conception hybride d'une constitution de la nature de la démocratie sont donc dans une voie absolument fausse. Leur programme est un pur paradoxe, qui ne reçoit pas à la moindre analyse, parce qu'il repose sur une contradiction, sur une équivoque, pour ne pas dire sur un mensonge.

M. le général Lewal, ministre de la guerre de France, vient d'adresser à MM. les gouverneurs de Paris et de Lyon et à MM. les généraux commandant en chef les corps d'armée et la division d'occupation de Tunisie une circulaire autorisant tous les membres de l'armée à participer à la souscription du monument à ériger à la mémoire des soldats et marins tués en 1870-71.

Le comité a déjà présenté au personnel du département de la guerre un grand nombre de listes de souscription.

Suivant la tradition, la fête patronale de saint Joseph, à Paris, a été célébrée, le 19 mars, par les compagnons charpentiers. Ils ont parcouru divers quartiers de la capitale, accompagnés de leur chef-d'œuvre, que portaient huit compagnons, précédés de la fanfare municipale des Prés-Saint-Gervais, le cortège a fait une longue promenade, avec visites aux Arts-et-Métiers et à la mairie du 10e arrondissement.

Le soir, des banquets suivis de bal ont eu lieu à Vaugirard et à la Villette.

L'Exposition de 1889 en France.

Nous lisons, dans le *Journal des Débats*, du 17 mars :

Le *Journal officiel* a publié, samedi matin, un rapport adressé par M. Antonin Proust au ministre du commerce sur les travaux de la commission chargée d'organiser la prochaine Exposition universelle.

Le rapport résume d'abord les discussions qui ont précédé le choix d'un emplacement.

Sur le chapitre des constructions à élever, il a paru à la commission que deux grandes divisions s'imposaient : 1° la manifestation des idées à laquelle serait réservée toute la partie de l'Exposition s'étendant sur la rive droite de la Seine; 2° l'exposition des produits, qui aurait à sa disposition la rive gauche.

Un pont doublant le pont des Invalides relierait entre elles ces deux parties de l'Exposition.

On établirait au rez-de-chaussée du Palais de l'Industrie un plancher, sur lequel des estrades seraient construites, et c'est au milieu de ce vaste emplacement que se tiendraient les congrès et les conférences, et que se donneraient les réceptions et les fêtes.

L'esplanade des Invalides serait attribuée à l'exposition des colonies et à celle des animaux vivants; cette dernière ne dure que deux semaines. On laisserait ainsi jusqu'au dernier moment à l'administration militaire la jouissance de la grande partie de cette esplanade.

L'agriculture aurait à sa disposition toute la partie du quai d'Orsay et du quai de l'Alma comprise entre l'esplanade des Invalides et l'avenue de La Bourdonnaye. D'après une classification nouvelle, elle formerait pour chaque pays un ensemble permettant d'apprécier les conditions de la production et les procédés mis en œuvre.

En attendant que le Parlement, seul compétent, résolve la question de la désaffectation définitive du Champ de Mars, on s'en tiendra à la convention de 1880 qui met le Champ de Mars à la disposition de l'Etat pour les Expositions universelles.

Contrairement à ce qui s'est fait jusqu'à présent, le rapport établit que la commission n'est pas d'avis de construire au Champ de Mars un palais unique. Elle propose d'en construire deux de manière à ménager entre les deux la perspective de l'Ecole-Militaire. L'un, du côté de l'avenue de La Bourdonnaye, serait destiné aux arts; l'autre, du côté de l'avenue de Suffren, serait destiné aux sciences. Ces deux palais couvriraient chacun une surface de 54,000 mètres, soit, pour les deux, 68,000 mètres, compris les cafés et restaurants qui auraient leur entrée sur une esplanade réservée entre les deux édifices.

Dans la pensée de la commission, les palais des arts et des sciences devraient être conservés et seraient destinés à recevoir, une fois l'Exposition universelle terminée, des expositions partielles et périodiques, particulièrement les expositions qui précèdent des sciences et qui ont besoin d'avoir à leur disposition en abondance le gaz, l'eau, la vapeur, l'électricité, qui font défaut à Paris, car le palais de l'Industrie est devenu tout à fait insuffisant. Les deux palais du Champ de Mars seraient donc d'une grande utilité. La construction d'édifices définitifs, en conformité 16,920,000 fr., la construction d'édifices provisoires, 10,200,000 fr., seulement.

Immédiatement après ces deux palais, des constructions provisoires couvriraient une surface de 220,000 mètres, dont 106,000 mètres réservés au hall des machines et aux galeries du travail, qui seraient reunies avec l'Ecole-Militaire, par le prolongement du Champ de Mars, et 114,000 mètres attribués aux industries proprement dites.

Après avoir étudié en detail les nombreux travaux à faire et placé un chiffre d'evaluation en regard de chacun de ces travaux, le rapport en arrive à une récapitulation d'après laquelle la commission evalue à 50 millions le total des dépenses nécessaires à ces constructions et aux installations, en admettant que l'on soit tenue à des constructions provisoires pour les deux palais.

Quant aux recettes prévues pour couvrir ces frais, elles sont évaluées par la commission; subventions de la Ville et de l'Etat, 28 millions; entrées du jour et du soir, 14 millions; concessions diverses, 15 millions; revente des matériaux, 1 million; total : 58 millions. La commission a donc l'espoir que, comme affaire, l'Exposition de 1889 se liquidera par un bénéfice. Elle est d'avis de faire payer une taxe spéciale pour les emplacements donnés aux exposants, et de leur accorder, comme conséquence de cette exigence, droit de vendre leurs produits dans l'Exposition.

Le rapport se termine par l'exposé des conditions de la formation du capital de garantie, capital qui ne pourra être inférieur à 40 millions, ni supérieur à 24. Les parts seront de 1,000 fr. sur lesquelles 50 fr. seulement devront être versés immédiatement.

De plus, il est expressément stipulé que la reunion de l'Exposition ne fera appel au capital de garantie qu'après épuisement des 28 millions accordés par l'Etat et par la Ville, et dans le cas improbable d'insuffisance de la totalité des recettes au moment du règlement des répartitions.

Nous lisons, dans le *Temps* :

Si la monarchie n'est pas promptement rétablie, ce ne sont pas faute d'avocats consultants. Il ne se passe pas un jour, depuis quelque temps, où ne paraisse, dans quelque journal de droite, une consultation sur les voies et moyens par lesquels il doit être procédé à l'extinction de la République et à son remplacement par une monarchie quelconque, empire ou royauté, monarchie chrétienne et autoritaire ou monarchie libérale et voltérienne. Généralement on évite de s'expliquer nettement sur ce chapitre. Mais on l'est en juge par la majorité des consultations, le prétendant serait l'empire qui tiendrait la corde, non point au point de vue des personnes, mais au point de vue des doctrines et des conceptions gouvernementales. Il n'est question, de toutes parts, que d'une royauté démocratique. On ne recule même pas devant la pensée de faire consacrer par un plébiscite la future monarchie, dans laquelle s'amalgamerait ainsi la souveraineté du peuple et la souveraineté du droit divin.

Le monarchistes ne sont pas à compter sur la terreur qui suit les coups de force pour obtenir du suffrage universel ces Chambres malléables sans lesquelles il n'y a pas de durée possible pour une royauté. Quant au retour au régime des candidatures officielles, on ne saurait davantage faire grand fond sur les résultats que donnerait ce système. Entre le suffrage universel de 1851 et celui de 1885, il y a des différences considérables. Les populations, et surtout les populations rurales, qui n'avaient pas conscience, il y a trente-quatre ans, de la puissance souveraine de l'instrument dont elles venaient d'être mises en possession, sont maintenant parfaitement édifiées à cet égard, et il n'y a plus à songer à leur imposer des candidatures qui ne seraient pas de leur goût.

Là est le grand obstacle à la constitution d'une monarchie démocratique modelée sur l'empire. Les procédés sur lesquels l'empire a été fondé, et qui l'ont fait tiper en lui dominant des Chambres malléables, n'agissent à cette heure aucune efficacité et tourneraient contre ceux qui voudraient les employer. Les promoteurs de cette conception hybride d'une constitution de la nature de la démocratie sont donc dans une voie absolument fausse. Leur programme est un pur paradoxe, qui ne reçoit pas à la moindre analyse, parce qu'il repose sur une contradiction, sur une équivoque, pour ne pas dire sur un mensonge.

M. le général Lewal, ministre de la guerre de France, vient d'adresser à MM. les gouverneurs de Paris et de Lyon et à MM. les généraux commandant en chef les corps d'armée et la division d'occupation de Tunisie une circulaire autorisant tous les membres de l'armée à participer à la souscription du monument à ériger à la mémoire des soldats et marins tués en 1870-71.

Le comité a déjà présenté au personnel du département de la guerre un grand nombre de listes de souscription.

Suivant la tradition, la fête patronale de saint Joseph, à Paris, a été célébrée, le 19 mars, par les compagnons charpentiers. Ils ont parcouru divers quartiers de la capitale, accompagnés de leur chef-d'œuvre, que portaient huit compagnons, précédés de la fanfare municipale des Prés-Saint-Gervais, le cortège a fait une longue promenade, avec visites aux Arts-et-Métiers et à la mairie du 10e arrondissement.

Le soir, des banquets suivis de bal ont eu lieu à Vaugirard et à la Villette.

Le Journal du Hâvre :

Tout le monde reconnaît, particulièrement au Havre, dans notre population commerciale l'extrême importance d'une belle écriture. Nous rendons, par conséquent un véritable service à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas une *belle main*, leur signalant une méthode nouvelle, qui réalise d'admirables résultats.

Cette méthode, qui a pour auteur M. de Peretti, ex-chef d'institution et ancien officier, consiste en une série de modèles gradués, dont les uns, destinés aux commerçants, sont *imprimés en creux* dans la pâte du papier, — et les autres, pour les élèves plus avancés, sont *dessinés en blanc* sur un fond de couleur. Dans la même page, chaque modèle est reproduit en caractères typographiques. L'enfant apprend à écrire en suivant avec la plume le tracé canaliné ou en blanc; en même temps, il s'exerce à la lecture, en ayant sous les yeux les lettres imprimées.

Dans les différents systèmes usités jusqu'ici, la leçon d'écriture est un exercice d'imitation toujours difficile pour l'élève; tandis que la méthode de Peretti lui fournit un guide qui dirige sa main à la fois mécaniquement et sans contrainte, et l'habitue à se plier aux règles de la calligraphie. Elle oblige, en outre, l'enfant à une tenue correcte.

La méthode de Peretti, autorisée dans les écoles communales de la ville de Paris, a reçu également l'approbation de la société des Instituteurs et des Institutrices du département de la Seine, et celle d'un grand nombre d'académiciens, de MM. de Lesseps, Victor Duruy, Mézières, Caro, Legouvé, etc., de professeurs, d'hommes de lettres, etc.

Un nouveau groupe s'est formé à la Chambre des députés de France, en vue de rechercher les moyens propres à assurer la liberté et la moralité du vote dans les élections.

Il a décidé de présenter un projet de loi portant : 1o que tout candidat aurait le droit de se faire représenter dans chaque section par deux électeurs; 2o que toute tentative d'intimidation, même non suivie d'effet, serait punie par la loi; 3o que tout électeur aurait le droit de remettre personnellement son bulletin de vote sous enveloppe cachetée.

Un acte de courage vraiment admirable a été accompli, pendant un incendie qui vient d'éclater, à Bayonne, France :

De nombreuses personnes se trouvaient dans la maison incendiée. Mais, tandis que des échelles étaient appliquées aux fenêtres de la rue Poissonnerie, il n'y en avait pas aux fenêtres de l'impasse des Augustins.

Soudain, une fillette de douze ans se précipite à la croisée du troisième étage; la flamme gagne ses vêtements; la malheureuse enfant pousse des cris épouvantables !

La foule, atterrée, regardait ce spectacle terrible, dont la mort seule semblait devoir être le dénouement. Tout à coup, un jeune homme nommé Cadet-Gauyac, un simple maître d'équipage à bord d'un navire, s'élance dans la maison, monte l'escalier en courant, arrive au troisième étage, brise la porte, saisit la jeune fille, et, sans hésiter, se jette avec elle par la fenêtre.

Cette fois, insiste toujours Gauyac, je vais le sauver !..... Enfin, l'enfant dont les mains reposaient sur la crinière en flammes s'élance dans le vide; Gauyac le reçoit dans ses bras, le porte en courant et ses bras s'écartent en signe de triomphe, tenant la pauvrette, qui dans cette chute effrayante, ne s'était fait aucun mal.

Des braves ont salué le sauveteur, qui, ajoute le Républicain bayonnais, est déjà connu pour ses nombreux actes de dévouement.

Un événement profondément attristant a jeté, ces jours derniers, l'émoi dans la population de Dol, (Ille-et-Vilaine), France.

Une fillette, d'une dizaine d'années, entrant le matin dans la chambre de sa tante, Mlle Dubois, âgée de vingt deux ans, la trouva affaissée près de son lit, la figure livide : à quelques pas de la victime, son mari, M. P. Cassagne, était étendu sur le sol, sans connaissance. Aux cris de l'enfant, les voisins accoururent, mais la jeune femme était morte. Au milieu de la chambre, un réchaud était éteint.

Les deux jeunes gens s'aimaient et voulaient s'unir : la famille du jeune homme s'y opposait. La fiancée l'entraîna un soir chez elle et lui montrant un réchaud plein de charbon allumé : "Si tu ne m'épouses pas, lui dit-elle, tu vas mourir avec moi." Le jeune homme, après avoir combattu cette résolution, finit par céder, et il s'étendit près en face de sa fiancée. Il s'était écrié tout à coup, et grâce à un rayon de lune, aperçu avant de l'écume sur les lèvres de la jeune femme. Il voulut s'élancer vers la fenêtre. Mais ses forces le trahirent et il tomba là où on l'avait trouvé.

Cassagne a manifesté le désir de se recommencer.

La cour d'assises de la Seine a condamné, à six mois de prison et 1000 francs d'amende un courtier en librairie, qui faisait commerce dans sa boutique de livres obscènes de toute provenance.

Nous lisons, dans la *Sentinelle Populaire* de Nantes, France :

Deux de nos jeunes concitoyens, anciens élèves de l'Institution Arabie, actuellement mécaniciens de la Marine nationale, viennent de se faire remarquer dans la campagne de l'Extrême-Orient.

L'un d'eux, M. Gaillard (Eugène), se trouvait, au mouillage à bord d'un torpilleur, à côté de la frégate cuirassée l'Atalante. L'autre, M. André (Jean), y était mis à l'ordre du jour de l'escadre pour le courage dont il a fait preuve lors de l'explosion de l'une des chaudières du navire *Bigault-de-Genouilly*.

Voici la lettre qu'a reçue à ce sujet l'honorable M. Livet et que nous soumettons à nos lecteurs du public ;

Le Long 21 janvier 1885.

Monsieur Livet

Je suis heureux de pouvoir vous écrire pour vous donner une bonne nouvelle : à la suite du combat naval de Fou-Tcheou et sur la proposition de l'amiral Lespès, j'ai été nommé lieutenant de vaisseau. Grâce à la rapidité du torpilleur 46 et surtout après l'explosion de sa chaudière, qui nous obligea à faire l'équipage du torpilleur, nous nous trouvâmes en droit d'espérer quelque récompense, mais une grande partie de l'équipage ayant été reçu faveur, qui ordinairement ne se donne qu'aux hommes comptant un certain nombre d'années de service.

Pour être avec vous après cette nouvelle de plus longtemps, mais je considère comme un devoir de vous en informer, sachant fort sincèrement de tout ce qui peut arriver aux anciens chefs de l'institution Eloi.

Aujourd'hui, le torpilleur est complètement réparé et prêt à recommencer ; après un peu de fatigue, nous avons trouvé la tranquillité et nous nous reposons sur nos lauriers.

Les affaires militaires ne vont pas vite, et mal gré vingt mois d'absence de France, je n'ose espérer de rentrer de longtemps. A mes chères nièces de France, les frais de transport deviennent tellement considérables que je ne déplace pas un homme que lorsqu'il ne peut me servir son pays, et comme je suis en bonne santé, j'en conclus que cinq ou six mois de plus sont à passer en Chine.

Je ne connais qu'un André, comme ancien camarade d'école, qui ait eu l'Extrême-Orient. Il m'encore pu le voir à bord de la Triomphante, il finit par être en lui donnant des Chambres malléables, n'agissent à cette heure aucune efficacité et tourneraient contre ceux qui voudraient les employer. Les promoteurs de cette conception hybride d'une constitution de la nature de la démocratie sont donc dans une voie absolument fausse. Leur programme est un pur paradoxe, qui ne reçoit pas à la moindre analyse, parce qu'il repose sur une contradiction, sur une équivoque, pour ne pas dire sur un mensonge.

M. le général Lewal, ministre de la guerre de France, vient d'adresser à MM. les gouverneurs de Paris et de Lyon et à MM. les généraux commandant en chef les corps d'armée et la division d'occupation de Tunisie une circulaire autorisant tous les membres de l'armée à participer à la souscription du monument à ériger à la mémoire des soldats et marins tués en 1870-71.

Le comité a déjà présenté au personnel du département de la guerre un grand nombre de listes de souscription.

Suivant la tradition, la fête patronale de saint Joseph, à Paris, a été célébrée, le 19 mars, par les compagnons charpentiers. Ils ont parcouru divers quartiers de la capitale, accompagnés de leur chef-d'œuvre, que portaient huit compagnons, précédés de la fanfare municipale des Prés-Saint-Gervais, le cortège a fait une longue promenade, avec visites aux Arts-et-Métiers et à la mairie du 10e arrondissement.

Le soir, des banquets suivis de bal ont eu lieu à Vaugirard et à la Villette.

M. le lieutenant de vaisseau Latour, actuellement aide-de-camp de M. le vice-amiral Du Petit-Thouars à Cherbourg, qui commandait un torpilleur à Fou-Tcheou et eut un œil crevé en contant bas un croiseur chinois, vient de recevoir du président de la République Française, le chronomètre offert par M. Cailler, horloger de l'Observatoire de Paris, "pour récompenser un citoyen ayant rendu un service à l'Etat."

On construit, en ce moment, à Grenelle, France, un canon qui sera le plus gros du monde. Il aura près de 12 mètres de long ; sa portée sera de 18 kilomètres ; son obus pèsera 800 kil